



COMMUNIQUE

Dijon, le 18 juin 2018

Les épreuves terminales du Baccalauréat ont débuté aujourd'hui, le 18 juin pour 753 148 candidats, alors que des centaines de milliers d'entre eux sont dans l'incertitude quant à leur avenir.

Les faits sont là : 39 000 élèves ont quitté la plateforme Parcoursup, environ 33 000 lycéens n'ont obtenu que des réponses négatives. Sur les 812 000 inscrits sur Parcoursup, 344 000 ont accepté définitivement une proposition, soit moins de la moitié des candidats.

19 000 places seulement ont été créées dans l'enseignement supérieur, pour 28 000 bacheliers supplémentaires cette année. La réalité de la situation dans les universités, c'est : pas assez de places, pas assez de postes (20 000 postes sont gelés dans les universités françaises).

Le classement des candidatures s'opère de façon totalement opaque et illisible pour les candidats.

Comme nous l'avions envisagé dès l'annonce de la réforme, les premiers chiffres indiquent un important **déséquilibre géographique des affectations**. Par exemple, la moyenne des candidats ayant eu des « non » ou des « en attente » atteint 56 et 90% dans certains lycées de la banlieue parisienne. En formalisant les disparités de classe existantes entre les élèves, il signe la fin de l'égalité de tous et toutes dans l'accès à l'enseignement supérieur et constitue donc un **facteur d'exclusion sociale**.

Dans le même temps, le ministre Blanquer lance ses **réformes du lycée, du lycée professionnel, et du baccalauréat** remettant en cause son caractère de diplôme national et premier grade universitaire. Cette situation est inacceptable.

Depuis plusieurs mois maintenant les organisations syndicales de la FSU, de SUD, de la CGT, de FO, et de l'UNEF le disent : **Parcoursup est un outil de sélection** qui empêche un grand nombre de bacheliers de poursuivre des études supérieures dans l'université et la filière de leur choix.

Malgré plusieurs audiences, l'intersyndicale n'a pas eu de réponses (ni sur les principes de Parcoursup, ni sur les outils d'aide à la décision au moment de la sélection des étudiants, ni sur ce que deviendront les recalés de Parcoursup).

L'intersyndicale demande toujours :

- la publication des détails de paramétrage des algorithmes locaux par les universités

- l'abrogation de la loi ORE,

- l'abandon la réforme du baccalauréat, et l'abandon des réformes des lycées.

- un enseignement supérieur ouvert à tous, avec les moyens d'assurer l'intégralité de ses missions.

L'intersyndicale sera toujours mobilisée au moment des résultats du bac, et jusqu'à la rentrée pour demander des comptes sur le bilan de Parcoursup.

L'intersyndicale interpelle la Rectrice et le Président de l'Université pour obtenir une réponse publique sur ces sujets.